

ECONOMIE**Qu'est-ce qui motive le débat des BRICS sur la dédollarisation ?**

DING YIFAN / 27 MARS 2025



Avant le sommet des BRICS de 2023 à Johannesburg, en Afrique du Sud, les pays membres ont beaucoup discuté de la question de savoir si des négociations auraient lieu lors de la réunion concernant le développement d'une monnaie BRICS et l'accélération de la dédollarisation, c'est-à-dire la promotion de la coopération monétaire et la réduction de l'utilisation du dollar américain. En fin de compte, les dirigeants du pays n'ont pas spécifiquement discuté de la question d'une monnaie BRICS, mais ont adopté une résolution sur l'élargissement de l'adhésion de l'organisation. Néanmoins, d'un point de vue historique et réaliste, il est dans l'intérêt des pays BRICS de promouvoir la dédollarisation.

L'impact de l'hégémonie du dollar américain sur les pays BRICS

Historiquement, les principaux pays des BRICS ont souffert du rôle hégémonique du dollar américain. Tout au long de son histoire, le Brésil a été exploité par les capitaux britanniques et étasunien, avec l'émergence de diverses méthodes de profit. Après l'effondrement du système de Bretton Woods, le dollar américain a flotté librement. Toute appréciation ou dépréciation substantielle du dollar américain a été un désastre pour le Brésil. Les capitaux américains ont également été en mesure d'entrer et de sortir librement du marché boursier indien, en faisant grimper les prix de certaines actions avant de les vendre à découvert. Cela a entraîné d'énormes fluctuations sur ce marché, faisant souffrir certaines entreprises indiennes d'importants excès ou de pénuries de liquidités en capital.

Pendant ce temps, l'Afrique du Sud, la Russie et la Chine ont fait l'objet de sanctions financières américaines. Les États-Unis ont imposé des amendes et des sanctions à des sociétés financières sud-africaines pour blanchiment d'argent présumé et violations des sanctions économiques que les États-Unis ont mises en place contre d'autres pays. Il existe

d'innombrables exemples de sanctions américaines contre le gouvernement russe et diverses entreprises russes. Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, les États-Unis ont gelé et confisqué les avoirs en dollars américains détenus par plusieurs riches citoyens russes, et ont également gelé 300 milliards de dollars d'actifs de la Banque centrale russe et menacé de les confisquer pour financer l'effort de guerre de l'Ukraine. Bien sûr, la Russie a menacé de riposter et de confisquer les avoirs occidentaux en Russie, ce qui a permis à la situation de ne pas dégénérer au-delà d'une « guerre des mots ».

Dans le passé, les États-Unis ont accusé la Chine de manipuler la monnaie en raison de ses avoirs importants en dollars américains. Ils ont donc imposé des sanctions à la Chine sur la base d'allégations selon lesquelles la forte augmentation des exportations chinoises était due à la manipulation du taux de change du RMB (Yuan, monnaie chinoise aussi appelée Renminbi). Pourtant, ce sont les États-Unis qui bénéficient de manière disproportionnée de cette relation.

D'une part, les États-Unis importent un grand nombre de produits manufacturés de Chine, bénéficiant de produits bon marché qui font baisser leur taux d'inflation. D'autre part, la Chine encaisse une grande quantité de dollars américains mais n'a pas d'endroit où les investir. Elle n'a donc pas d'autre choix que d'acheter des bons du Trésor américain, fournissant ainsi aux États-Unis des capitaux bon marché. Malgré cette double victoire, les États-Unis souhaitent exercer une pression supplémentaire sur la Chine. Les États-Unis se plaignent à tort de la prétendue manipulation du taux de change par la Chine. En réalité, les États-Unis veulent forcer la Chine à accepter l'appréciation du RMB et à ouvrir son marché financier, créant ainsi une bulle d'actifs financiers importés. Jusqu'à présent, ces efforts ont été vains, car la Chine n'a pas cédé à la pression américaine.



Ces dernières années, il y a eu un nombre croissant de cas dans lesquels les États-Unis ont abusé de l'utilisation de sanctions financières. En conséquence, les pays disposant d'importants montants d'actifs financiers en dollars américains ont commencé à s'inquiéter de la sécurité à long terme de leurs avoirs.

En plus des principaux pays BRICS, les nouveaux membres de l'organisation ont également connu de nombreux démêlés avec le dollar américain. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran sont tous des producteurs et des exportateurs de pétrole et de gaz naturel. En 1971, en pleine crise du dollar, le président américain Richard Nixon a mis fin à la libre convertibilité des dollars américains en or pour qu'il puisse se déprécier fortement. Le dollar américain est la principale monnaie d'évaluation du pétrole, et sa dépréciation a provoqué une flambée des prix.

À cette époque, les pays producteurs de pétrole n'avaient pas la capacité d'extraire et de raffiner le pétrole. L'exploitation des champs pétrolifères était gérée par les compagnies pétrolières britanniques et américaines, qui ne payaient aux pays producteurs de pétrole qu'une redevance annuelle fixe d'extraction en dollars américains. Avec la dépréciation du dollar et la montée en flèche des prix du pétrole, la répartition des bénéfices est devenue injuste. Les pays producteurs de pétrole ont exigé un nouvel arrangement, mais les compagnies pétrolières britanniques et américaines ont refusé. Après le déclenchement de la guerre israélo-arabe en 1973, les pays producteurs de pétrole ont lancé conjointement un embargo pétrolier contre Israël et ses alliés. Ce n'est qu'après le premier choc pétrolier que les pays producteurs de pétrole ont retrouvé leur pouvoir de négociation vis-à-vis des compagnies pétrolières occidentales.

Le dollar américain a entravé la coopération internationale

Au moment où le monde évolue vers un ordre multipolaire, l'hégémonie du dollar américain a entravé la coopération internationale entre de nombreux pays. Depuis leur « guerre contre le terrorisme », les États-Unis ont découvert que, par rapport aux guerres commerciales traditionnelles, il est beaucoup plus efficace d'utiliser l'hégémonie du dollar

pour imposer des sanctions financières aux pays qui violent leur « ordre fondé sur des règles ». Cette logique a été détaillée par Juan Zarate, un ancien responsable américain sous l'administration de George W. Bush, dans son livre de 2013 *Treasury's War : The Unleashing of a New Era of Financial Warfare* ((La guerre du trésor : le déclenchement d'une nouvelle ère de guerre financière). Au cours des dernières décennies, les États-Unis ont fréquemment utilisé le dollar comme une arme pour imposer des sanctions financières aux pays qu'ils qu'ils n'apprécient pas.

Les États-Unis s'appuient sur leurs lois nationales pour justifier l'imposition de sanctions aux entreprises étrangères et aux gouvernements du monde entier, une pratique connue sous le nom de « juridiction au bras long » (l'extraterritorialité du droit américain). De plus, si des acteurs non sanctionnés ne suivent pas les sanctions américaines contre un pays et osent défier la volonté de Washington, ils peuvent également être visés par des sanctions secondaires. Le système de règlement en dollars américains est devenu un instrument que les États-Unis utilisent pour déterminer qui a respecté ou défié leurs interdictions de faire des affaires avec les pays sanctionnés et imposer des sanctions coûteuses à ceux qui ne s'y conforment pas. Le gouvernement américain a infligé des amendes de plusieurs milliards de dollars à de nombreuses banques européennes pour des violations présumées des sanctions américaines.

Ces dernières années, il y a eu un nombre croissant de cas dans lesquels les États-Unis ont abusé de l'utilisation de sanctions financières. En conséquence, les pays disposant d'importants montants d'actifs financiers en dollars américains ont commencé à s'inquiéter de la sécurité à long terme de leurs avoirs. Le cas de l'Iran est instructif. L'accord sur le nucléaire iranien a été conclu en 2015 entre l'Iran et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies – les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, la France et la Chine – ainsi qu'entre l'Allemagne et l'Union européenne. Dans ce cadre, toutes les sanctions économiques liées au nucléaire contre l'Iran ont été levées et le pays a pu s'engager dans une plus grande coopération internationale. À la suite de l'accord, la coopération euro-iranienne s'est développée sans heurts. De nombreuses entreprises européennes ont renforcé leurs liens avec l'Iran et effectuer des règlements en euros. Cependant, après son arrivée au pouvoir aux États-Unis, Donald Trump a aboli l'accord sur le nucléaire iranien, réimposé des sanctions contre l'Iran et contraint les entreprises européennes à se retirer du marché iranien.

Ces pratiques ont suscité des craintes dans de nombreux pays du Moyen-Orient quant à leur sort futur. Historiquement, les États-Unis ont fourni des garanties de sécurité à de nombreux pays de la région, ces derniers étant obligés d'acheter de grandes quantités d'actifs financiers américains pour fournir aux États-Unis des capitaux bon marché. Si les relations entre l'Iran et les pays arabes du Moyen-Orient s'amélioraient et que la « protection » des États-Unis n'était plus nécessaire, ces pays continueraient-ils à acheter autant d'actifs en dollars américains ? L'annonce tonitruante de Washington selon laquelle il confisquerait les avoirs de la Russie en dollars américains à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine n'a fait qu'intensifier les inquiétudes des pays arabes. Contrairement à la Russie, ces pays ne possèdent pas d'armes nucléaires et ne peuvent pas égaler ses capacités militaires. Si les États-Unis devaient utiliser leur « juridiction au bras long » pour geler ou confisquer leurs avoirs en dollars américains, ils n'auraient aucun pouvoir pour riposter.

Ces expériences soulèvent d'importantes questions pour les membres des BRICS, dont beaucoup ont fait l'objet de sanctions américaines à des degrés divers. S'ils ne peuvent pas développer un mécanisme de règlement autre que le dollar américain pour la coopération transfrontalière, de nombreux autres pays pourraient être visés par des sanctions américaines à l'avenir.

De même, malgré le succès de l'initiative Belt and Road (les nouvelles route de la soie) lancée par la Chine il y a dix ans, de nombreux pays du Sud sont à nouveau tombés dans le piège du dollar américain. En effet, la Réserve fédérale américaine a fortement augmenté les taux d'intérêt en 2023, ce qui a provoqué une fuite des capitaux dans ces pays et rendu leur taux d'intérêt sur la dette en dollars insoutenable. La dédollarisation est le seul choix pour assurer la pérennité du succès de la BRI.

Le dollar américain comporte des risques financiers importants

Même du point de vue de la protection des actifs financiers, il est risqué pour un pays de détenir trop d'actifs libellés en dollars américains. Ce risque est inhérent à la monnaie fiduciaire. À l'époque des métaux précieux, l'émission de monnaie était basée sur les réserves de métaux précieux. S'il y avait trop de sorties d'or et d'argent, cela provoquait une crise monétaire. Après l'effondrement du système de Bretton Woods, le dernier bastion de l'étalon-or a été détruit et le monde est entré dans l'ère de la monnaie fiduciaire.

La base de la monnaie fiduciaire est la confiance dans le gouvernement. En d'autres termes, la dette publique est la base de la monnaie. Plus le gouvernement émet de dette, plus les devises affluent sur le marché. Cependant, le niveau de la dette publique doit correspondre aux recettes fiscales du gouvernement et la dette doit correspondre à la taille de l'économie. Sinon, la viabilité de la dette ne peut être garantie et une crise de la dette éclatera. La crise de la dette détruira la confiance des détenteurs de monnaies, déclenchant ainsi une crise monétaire.



Ensemble, les pays des BRICS possèdent les plus grandes réserves de ressources et d'énergie au monde et les capacités de production les plus étendues.

Depuis le début du XXI^e siècle, la dette du gouvernement américain a dépassé tous les records historiques. Lorsque George W. Bush a quitté ses fonctions, la dette du gouvernement américain dépassait les 10 000 milliards de dollars ; lorsque Barack Obama a quitté ses fonctions, la dette du gouvernement américain avait grimpé à 20 000 milliards de dollars ; au cours des quatre années de pouvoir de Donald Trump, la dette du gouvernement américain a atteint 26 000 milliards de dollars. Enfin, au cours des trois premières années de l'administration de Joe Biden, la dette du gouvernement américain a dépassé les 34 000 milliards de dollars. En 2020, le ratio de la dette publique américaine par rapport au produit intérieur brut a dépassé 130 %. Quand la Réserve fédérale a augmenté les taux d'intérêt, les taux d'intérêt des bons du Trésor américain ont augmenté rapidement. En 2024, les paiements d'intérêts du gouvernement américain sur la dette nationale dépasseront 1 000 milliards de dollars, au-dessus du budget militaire officiel (1).

Un endettement aussi élevé soulève des préoccupations et laisse craindre que le gouvernement américain finira par faire défaut.

Suite à la crise financière internationale de 2008, les économistes américains Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff ont publié *This Time Is Different : Eight Centuries of Financial Folly* (2009) – (Cette fois, c'est différent : huit siècles de folie financière). Ce livre révèle une vérité historique profonde : lorsque le fardeau de la dette des pays souverains devient trop lourd, tous, sans exception, se sont servis de l'inflation et de la dévaluation de la monnaie pour annuler leur dette et échapper à la crise. Avec une dette à un niveau aussi élevé, le gouvernement américain pourra-t-il encore échapper à ce destin historique ?

En fait, le gouvernement américain a une longue histoire de rupture de contrat. En 1971, la dette américaine a explosé et le dollar américain était en crise. Le président Nixon a décidé de dissocier le taux de change du dollar américain du prix de l'or. Le dollar américain s'est fortement déprécié et le système financier international de Bretton Woods s'est effondré. Le contexte de cette défaillance du dollar américain était la guerre du Vietnam. L'augmentation des dépenses militaires des États-Unis pour la guerre et la forte augmentation de la dette causée par le déficit budgétaire ont entraîné une perte de confiance des pays d'Europe occidentale dans le dollar américain.

De même, après le déclenchement de la guerre en Ukraine, les États-Unis ont continué à allouer des fonds pour lui fournir une aide militaire. Le déficit budgétaire américain a également continué à augmenter, le fardeau financier a continué à s'alourdir et la dette nationale a rapidement dépassé le plafond fixé par le Congrès. Les négociations entre l'administration Biden et le Congrès pour relever le plafond de la dette sont devenues un élément permanent de la

scène politique américaine. Depuis octobre 2023, les États-Unis se sont engagés dans une nouvelle « guerre par procuration », soutenant la campagne militaire d'Israël à Gaza par une augmentation des dépenses militaires. Alors que les États-Unis participent à deux « guerres par procuration » simultanément, on peut se demander combien de temps le gouvernement pourra financer ses excursions militaires ?

Nous pouvons voir qu'il y a de nombreuses raisons pour que les pays des BRICS choisissent de renforcer la coopération monétaire et d'accélérer le processus de dédollarisation. Le développement des technologies modernes de communication et de règlement, telles que la blockchain, leur permet de suivre une voie plus sûre pour se dédollariser.

L'histoire sert de miroir pour éclairer l'orientation du développement futur

Bien que les pays des BRICS soient impatients de dédollariser, comment peuvent-ils atteindre cet objectif ?

L'expérience historique peut nous fournir certaines informations. Après l'effondrement du système de Bretton Woods dans les années 1970, la dépréciation du dollar américain a provoqué une inflation mondiale. Bien que la valeur du dollar américain soit devenue instable, il reste la monnaie la plus utilisée dans le monde en raison de l'inertie dans l'utilisation des devises. Lorsque de nombreux pays sont habitués à utiliser une certaine monnaie dans le commerce international et les investissements transfrontaliers, ils sont moins disposés à changer leurs habitudes.

De plus, après le premier choc pétrolier, le secrétaire d'État américain de l'époque, Henry Kissinger, s'est engagé dans une « diplomatie de navette », visitant continuellement les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient. Finalement, il a convaincu l'Arabie saoudite d'adopter le dollar américain comme seule monnaie pour fixer le prix du pétrole. L'Arabie saoudite, à son tour, a persuadé d'autres pays exportateurs de pétrole de faire de même. Les États-Unis ont accordé à ces pays, qui détiennent de grandes quantités de dollars américains, le privilège financier d'acheter directement des bons du Trésor américain sur le marché primaire. Les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient ont adopté l'idée, et cela s'est avérée extrêmement rentable. Le commerce de contrats à terme sur le pétrole est le plus grand marché de matières premières au monde. Une fois que le prix du pétrole a été fixé en dollars américains, une énorme demande a été créée. D'autres contrats à terme sur les matières premières ont immédiatement copié le marché à terme du pétrole et ont utilisé le dollar américain pour fixer les prix. De cette manière, la demande de dollars américains est devenue de plus en plus importante.

Le dollar américain s'est hissé au rang de première monnaie de réserve et de commerce du monde. Cependant, quand le dollar américain a perdu son ancrage à l'or, sa valeur nominale est devenue instable. Son appréciation ou sa dépréciation a provoqué d'importantes fluctuations de prix sur le marché à terme des matières premières et a eu un impact significatif sur les autres pays importateurs.

Dans ce contexte, les pays d'Europe occidentale ont créé le Système monétaire européen en 1979 en réponse à la crise du dollar américain. Initialement, ils ont choisi de faire flotter leurs monnaies ensemble contre le dollar américain, dans une certaine limite. Ce système est connu sous le nom de « serpent flottant ». Cependant, comme le dollar américain a continué à se déprécier, ce système ne pouvait pas résoudre le problème de l'inflation importée des États-Unis. Après une période d'expérimentation, les pays d'Europe occidentale ont constaté que l'Allemagne de l'Ouest avait le taux d'inflation le plus bas, et que la valeur du deutsche mark était la plus stable. Par conséquent, le deutsche mark a été utilisé comme monnaie d'ancrage du système monétaire européen, auquel les monnaies des autres pays d'Europe occidentale étaient rattachées. Grâce à cette pratique, les pays d'Europe occidentale ont introduit des facteurs anti-inflationnistes en provenance de l'Allemagne de l'Ouest et l'inflation au sein des pays de la Communauté européenne s'est stabilisée.

Aujourd'hui, les États-Unis sont confrontés à une crise similaire. La coopération monétaire entre les pays BRICS exige également qu'ils trouvent une monnaie d'ancrage autre que le dollar américain. Ensemble, ces pays possèdent les plus grandes réserves de ressources et d'énergie au monde et les capacités de production les plus étendues. L'échange de production industrielle et de ressources peut être réalisé par le biais d'un système de règlement sans dollar américain. Si les pays BRICS établissent un tel système, leur développement économique sera à l'abri de l'impact négatif des

fluctuations du dollar américain.

Cependant, les devises de la plupart des membres des BRICS sont toujours, plus ou moins, indexées sur le dollar américain, et leurs taux de change sont également instables. Si les BRICS veulent s'engager dans une coopération monétaire, l'instabilité des taux de change entre leurs monnaies sera un obstacle majeur à surmonter. Choisiront-ils le RMB comme monnaie d'ancrage ? Comme les taux d'inflation aux États-Unis et en Europe sont déjà élevés, leurs banques centrales augmentent constamment les taux d'intérêt pour freiner l'inflation, cet effet n'est pas idéal. En revanche, en Chine, le taux d'inflation est bas et très stable depuis longtemps, et on parle plutôt d'une menace de déflation. Par conséquent, en tant que monnaie, le pouvoir d'achat du RMB est garanti, notamment grâce aux fortes capacités de production de la Chine, qui peuvent répondre à la demande d'une plus large gamme de produits manufacturés industriels.

Les pays BRICS sont les représentants de l'essor collectif des pays du Sud. S'ils parviennent à mener à bien une coopération monétaire et à surmonter les contraintes du dollar américain, de plus en plus de pays du Sud participeront à ce mécanisme de coopération monétaire à l'avenir. Le système financier mondial sera transformé, constituant un aspect important des « grands changements sans précédent depuis un siècle ».

Source : [Tricontinental : Institut de recherche sociale](#)

Notes :

(1) En 2022, les dépenses militaires américaines ont atteint 1 537 milliards de dollars, soit plus du double de ce que le gouvernement américain a reconnu. Voir Gisela Cernadas et John Bellamy Foster, *Monthly Review*, 1er novembre 2023, <https://monthlyreview.org/2023/11/01/actual-u-s-military-spending-reached-1-53-trillion-in-2022-more-than-twice-acknowledged-level-new-estimates-based-on-u-s-national-accounts/> ; Tricontinental : Institut de recherche sociale, *L'hyper-impérialisme : une nouvelle étape décadente dangereuse*, *Études sur les dilemmes contemporains* n° 4, 23 janvier 2024, <https://thetricontinental.org/studies-on-contemporary-dilemmas-4-hyper-imperialism/>.

Ding Yifan est un économiste et ancien directeur adjoint de l'Institut de développement mondial du Centre de recherche sur le développement du Conseil des Affaires d'État de Chine (2000–2014). Il est chercheur principal à l'Institut Taihe et ancien chercheur invité à la School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins. Il a beaucoup écrit sur le développement, la mondialisation économique, l'hégémonie du dollar américain, l'économie du savoir et la crise de la dette européenne pour des publications en chinois, en anglais et en français.

Les opinions exprimées dans les articles publiés sur le site d'Investig'Action n'engagent que le ou les auteurs. Les articles publiés par Investig'Action et dont la source indiquée est « Investig'Action » peuvent être reproduits en mentionnant la source avec un lien hypertexte renvoyant vers le site original. Attention toutefois, les photos ne portant pas la mention CC (creative commons) ne sont pas libres de droit.

 SHOW COMMENTS